

GFI: Consolidation du secteur?

Le Conseil du GSCGI

C'est la grande question, qui reste hélas encore sans réponse. En effet, la nouvelle législation est entrée en vigueur le 1er janvier 2020 et la période de transition a pris fin le 31.12.2022.

Par conséquent, tous les gestionnaires de fortune indépendants suisses (GFI) devront avoir déposé leur demande de licence auprès de la FINMA au plus tard à la fin de l'année dernière. Cela leur permet de continuer leur activité en 2023 jusqu'au moment où la FINMA aura déterminé s'ils sont autorisés, ou pas, à poursuivre leur activité.

Cette incertitude, liée aux coûts plus élevés dus à une régulation bien plus exigeante, déclenchera-t-elle la consolidation, prévue depuis bien longtemps, du secteur?

Environnement réglementaire en mutation

Depuis la fin du siècle dernier, l'environnement réglementaire de la gestion de fortune indépendante 'professionnelle' et des *trustees* en Suisse est en profonde mutation. Il s'agit d'un vrai changement de paradigme.

Après les phases (1) sans régulation, mais guidée par la Charte du GSCGI (Groupement professionnel), (2) de surveillance LBA dès 2000, et (3) de surveillance règles-cadres en 2009 (Investisseur Qualifié), l'heure est à la surveillance dite 'prudentielle' se concrétisant par la mise en application des lois LFin-LEFin, qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2020.

Depuis le 1er janvier 2020, date d'entrée en vigueur des lois LFin-LEFin ainsi que de leurs ordonnances d'exécution, la transition vers la 'surveillance prudentielle' des Gestionnaires de fortune indépendants (GFI), et la professionnalisation du secteur des Conseillers en placement et des *Trustees*, devient plus concrète. C'est un vrai tournant pour ces professions, un nouveau paradigme qui rehausse sensiblement la reconnaissance de la place financière

suisse en général et également de notre profession, qui est enfin reconnue dans les lois suisses de finance. C'est historique! Le GSCGI a activement milité, depuis 2012, pour cette reconnaissance.

Il convient de rappeler, ci-après, les contours de l'activité dite 'professionnelle' qui sont les suivants (OEFin, art 19, al.1; LEFin art. 3 et 17):

Art. 19 Exercice d'une activité à titre professionnel (art. 3 et 17 LEFin)

- 1 Les gestionnaires de fortune et les *trustees* exercent leur activité à titre professionnel et au sens du droit sur le blanchiment d'argent lorsque:
 - a. ils en tirent un produit brut de plus de 50 000 francs par année civile;
 - b. ils établissent des relations d'affaires ne se limitant pas à une activité unique avec plus de 20 cocontractants par année civile ou entretiennent au moins 20 relations de ce type par année civile, ou
 - c. ils ont un pouvoir de disposition de durée indéterminée sur des valeurs patrimoniales de tiers dont le montant dépasse 5 millions de francs à un moment donné.

En dessous de ces limites, la règle dite 'de minimis' s'applique. Ces GFI pourront, en effet, continuer leur activité sur base 'non-professionnelle', c'est-à-dire sans obligation d'autorisation FINMA et, par conséquent, de 'surveillance prudentielle'.

Le nouveau système de régulation et de surveillance prudentielle des GFI 'professionnels' a quelques caractéristiques notables:

1. **Système étatique**, l'autorisation étant délivrée par la FINMA, qui a également le pouvoir de sanction;
2. **Surveillance prudentielle** (approche fondée sur le risque) exercée par un Organe de Surveillance, soumis au contrôle de la FINMA;

GFI: Consolidation du secteur?

Le Conseil du GSCGI

3. Affiliation à un Organe de Médiation indépendant, dont l'autorisation a été délivrée par le Département fédéral des finances (DFF); le GSCGI soutient FINSOM.

4. Assurance de responsabilité civile (RC) professionnelle. Notez que le plan-cadre d'assurance RC professionnelle du GSCGI offre des avantages concrets (couverture étendue, selon l'approche fondée sur le risque de la FINMA, des activités des GFI, *Trustees* et Conseillers, et un avantage financier pour les Membres du GSCGI, soit une réduction sur la prime annuelle).

A noter également que les Conseillers en placement devront désormais être inscrits à un Registre des Conseillers, ne seront pas surveillés, mais devront être affiliés au préalable à un Organe de Médiation et avoir souscrit une assurance RC professionnelle.

Où en est-on? Rappel de la procédure.

Les GFI, en activité (professionnelle) à la fin de 2019, ont fait une annonce d'intention de demande d'autorisation durant les premiers six mois de 2020.

La FINMA a mis à disposition la plateforme EHP qui a permis non seulement de faire simplement l'annonce au 30.06.2020 au plus tard, mais également de préparer les documents nécessaires, soit un unique dossier, pour présenter la demande à l'OS d'abord et à la FINMA par la suite.

Qu'en est-il de l'OS, du Registre des Conseillers et de l'Organe de Médiation? L'autorisation pour les deux premiers a été délivrée par la FINMA, alors que l'Organe de Médiation a reçu son autorisation du Département fédéral des finances (DFF).

Comme rappelé plus haut, par l'annonce et la subséquente confirmation de la FINMA lors de la présentation de la demande, les GFI et *Trustees* sont en mesure de continuer leur activité au-delà du 31.12.2022 et ce en attendant la décision de l'autorité

de contrôle. Ceux qui n'auraient pas respecté ce délai pour présenter leur demande à la FINMA, s'exposeraient, par conséquent, à l'intervention de l'autorité de contrôle, car '*de-facto*' ils opéreraient sans autorisation.

Autorisé FINMA au 31.12.2022

Il y a six mois, concernant les chiffres sur l'état du processus d'autorisation, la FINMA avait indiqué:

- ▶ avoir reçu 689 demandes d'autorisation complètes;
- ▶ avoir accordé 376 autorisations, dont 365 à des gestionnaires de fortune et 11 à des *Trustees*;
- ▶ les 313 demandes d'autorisation restantes étaient en cours de traitement par la FINMA;
- ▶ qu'un total de 1 535 établissements étaient en cours d'autorisation ou l'avaient déjà obtenue.
- ▶ avoir constaté 661 renoncations sur 2589 annonces (2020) et nouvelles sociétés: et
- ▶ que 393 annonces étaient restées sans nouvelles.

Au moment de la rédaction de cet article (1er janvier 2023), la FINMA fait état de 570 gestionnaires de fortune et *Trustees* autorisés. A noter que les autorisés pour la gestion collective sont décomptés sur une liste différente de la FINMA. A ce jour, il n'y a pas d'autres informations. Bien qu'il soit prématuré, à présent, d'arriver à des conclusions, indubitablement, ces chiffres tendent à indiquer des changements profonds du secteur des GFI et *Trustees* en Suisse.

La consolidation du secteur est-elle déclenchée?

Lors de la conférence mensuelle du Groupement de juin 2021, Jean-François Lagassé—leader de l'industrie des services financiers chez Deloitte, et associé pour la division M&A de Deloitte Suisse ainsi que leader *Wealth management* mondialement pour Deloitte—nous avait montré une infographie

GFI: Consolidation du secteur?

Le Conseil du GSCGI

fort intéressante.
(ici à droite)

Elle met clairement en évidence que la consolidation du secteur des GFI, tant attendue depuis fort longtemps, ne semblait pas se concrétiser, et ce en dépit du grand nombre d'acteurs dans ce secteur. Ce n'est point étonnant que les GFI tiennent autant à leur indépendance.

En 2022, PwC Suisse a conduit une enquête à laquelle ont participé 83 GFI de la place financière suisse, dont les résultats mettent clairement en évidence que, après le 8 fusions enregistrées en 2021, il semble y avoir un grand déséquilibre entre les GFI qui envisagent des acquisitions/partenariats pour continuer à se développer (86%) et la volonté des GFI de vendre (14%).

Cela signifie que la dynamique sera plutôt d'un marché d'acheteurs avec une forte concurrence et la rareté des cibles potentielles ayant l'intention de vendre, ce qui pourrait finalement entraîner des valorisations élevées.

Consolidation dans le secteur suisse des EAMs

Une consolidation est annoncée dans le secteur de longue date, mais peu de transactions observées en dépit du grand nombre d'acteurs

Une population importante et hétérogène de participants

c.2'500 EAMs et Trustees

AuM CHF475-600bn

11% de part de marché

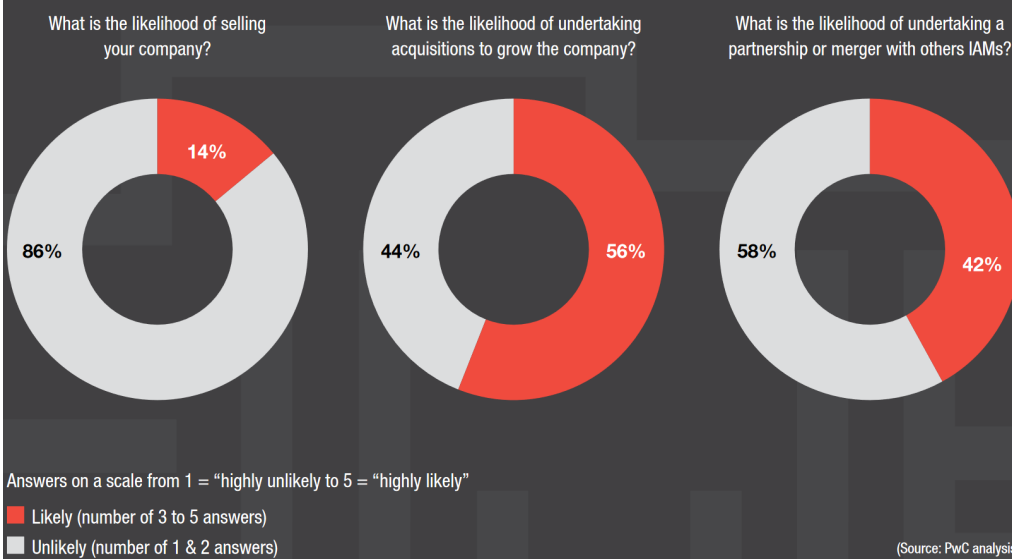
Peu d'opérations de fusions et acquisitions réalisées ...

- Moins de 15 transactions observées en Suisse au cours des trois dernières années
- Principalement des rapprochements entre acteurs établis
- Beaucoup de discussions mais peu de transactions conclues

...mais une augmentation notable au cours des 12 derniers mois

- Accélération des réflexions M&A en cours chez un grand nombre d'acteurs
- Les nouvelles réglementations comme catalyseur significatif de l'activité M&A
- Timing pertinent avec des valorisations actuellement élevées

Figure 1: Summary of key answers to M&A appetite (83 IAMs surveyed)



<https://www.pwc.ch/en/publications/2022/independent-asset-managers-market-insights-july-2022.pdf>

Au Groupement, lors des divers entretiens avec les Membres et les non-Membres qui partagent leurs opinions avec le GSCGI, nous avons constaté le même déséquilibre entre potentiels acheteurs et potentiels vendeurs. Indéniablement, le secteur des GFI reste en profonde mutation, mais il est bien trop prématuré d'arriver à des conclusions en ce moment.